

Les enjeux des données Adresse

■ Elise LADURELLE-TIKRY

Le 18 janvier 2010, l'AFIGÉO avec le soutien de La Poste et de l'IGN a organisé un atelier national sur les données Adresse dans le cadre du projet européen EURADIN (EUROpean Address INFRAstructure - programme eContentPlus), auquel l'association européenne EUROGI contribue. Pour la France, l'IGN a participé au projet et l'AFIGÉO, membre d'EUROGI, a pris la charge d'organiser la journée de réflexion et d'information.

L'adresse un enjeu : en France, elle est de la compétence des collectivités locales qui désignent les voies et les numéros de voirie. L'Etat, les collectivités territoriales, mais également les services d'incendie et de secours (SDIS) et bien évidemment La Poste, sont directement concernés. Compte tenu de l'explosion du commerce électronique, des outils de géolocalisation et autres, de nombreux acteurs privés se positionnent pour développer leurs propres données Adresse.

Depuis 2000, des recommandations sont formulées sur la nécessité de créer et de mettre à jour des référentiels d'adresses postales et géographiques. Faute de maîtrise d'ouvrage et compte tenu de la diversité des acteurs concernés, cela n'a pu se concrétiser à ce jour : il n'existe donc pas en France de référentiel national officiel des adresses non nominatives.

Cette journée a recueilli des témoignages de représentants européens, d'institutions françaises et fait connaître des expériences locales.

Les données Adresse dans le cadre d'Inspire : Rui Pedro Julião, (Institut géographique du Portugal) a présenté EURADIN⁽¹⁾ dont l'objectif porte sur l'harmonisation des adresses non nominatives en Europe. Le projet vise à assurer l'interopérabilité des adresses et leur accès au moyen d'"infrastructures de données Adresse" nationales ou régionales, qui seraient à utiliser comme référence pour l'implémentation des recommandations d'Inspire. Dans le cadre du projet un Forum européen de l'Adresse est créé. Il a pour mission d'assurer la mise en relation d'un réseau d'experts européens de l'Adresse, le lobbying auprès de la Commission européenne,

et la publication d'informations en ligne ouverte à tous. Il sera lancé le 22 avril 2010 lors de la conférence finale EURADIN à Bruxelles.

L'état d'avancement d'un service de gazetier européen (ou géocodeur web) a été présenté. Il opère une mise en réseau des bases de données Adresses nationales et régionales issues de diverses sources pour faciliter l'accès aux données. Cet outil sera mis en service en mai 2010.

M. Quoidbach (Navteq Belgique) a insisté sur les enjeux économiques que représentent les données Adresse, en rappelant que les services générés par les téléphones mobiles, telle la navigation pour piétons, en pleine expansion vont accroître le potentiel d'utilisation des Adresses dans les années à venir. Ainsi, les pays européens se doivent de desserrer les freins législatifs liés à l'usage des données Adresse, encourager la création d'un référentiel national unique propriété de l'Etat, sans que cela empêche les entreprises privées de créer des produits à valeur ajoutée.

Les expériences locales : tous les témoignages apportés par des représentants de plates-formes de mutualisation de données départementales (RGD 73-74, GéoVendée) ou régionales (SIG L-R), de collectivités territoriales (Brest Métropole Océane, ville de Sète) et des SDIS ont clairement démontré l'importance jouée par les acteurs de la production, de la mise à jour, de l'entretien et du partage des données Adresse.

Pour constituer un référentiel Adresse mutualisé, des partenariats se sont noués entre l'IGN, La Poste, les SDIS. De même, diverses sources de données sont exploitées (DGFIP, La Poste,

TéléAtlas, Navteq, IGN et autoproduction...). Cependant ces projets pilotes connaissent des difficultés liées :

- au lourd travail de sensibilisation des acteurs aux nécessaires mises à jour,
- à une mise en cohérence complexe, et des modèles de données pas toujours adaptés,
- à des coûts d'acquisition trop élevés, sachant que les acteurs revendiquent la mise au point d'un cadre pour assurer la remontée d'information et un référentiel de base disponible, universel et libre de droits...

La stratégie d'action pour un référentiel national Adresse : la table ronde finale se voulait prospective dans la définition d'une stratégie nationale pour la constitution d'un référentiel numérique de l'adresse non nominatif. Yves Cousquer – CGEDD /MEEDDM, grand témoin de la journée a conclu en soulignant les conditions aujourd'hui réunies pour avancer : la directive Inspire, le contrat de plan Etat/IGN, le changement de statut de La Poste. La désignation d'un maître d'ouvrage côté Etat est nécessaire. La Poste et l'IGN sont les opérateurs qui peuvent assurer la co-maîtrise d'œuvre. L'AFIGÉO est à l'interface des partenaires et doit montrer l'implication des Collectivités territoriales, des forces économiques et autres. Tous les intervenants doivent travailler ensemble pour produire des propositions (scénario organisationnel, modèle économique, définition des services à mettre en œuvre autour de l'adresse, des normes), se fixer un calendrier en vue de remonter ce travail auprès d'un ministère et obtenir un appui politique. Le groupe de travail constitué par l'AFIGÉO a pour ambition de produire un tel document à l'échelle nationale et de participer à la réflexion européenne via le Forum européen de l'Adresse. ●

► Plus d'informations : www.afigeo.asso.fr/page_296.html

(1) EURADIN : projet réalisé sur la période 2008-2010, qui regroupe trente participants issus de seize pays de l'UE.